

FAUT-IL AUGMENTER LES SALAIRES...

Certains camarades que je comprends très bien, vont jusqu'à dire que l'augmentation des salaires est une revendication illusoire. Ont-ils raison, ont-ils tort? Cette étude a pour objet de répondre à la question.

Avant d'entrer dans le débat, il est nécessaire de préciser quelques points. Karl Marx qui, dans ce cas, n'a fait que reprendre la thèse des physiocrates, a écrit: «*La hausse et la baisse des profits et des salaires n'expriment que la proportion dans laquelle les capitalistes et les travailleurs participent au produit d'une journée de travail, sans influencer dans la plupart des cas sur le prix du produit*». Nous verrons plus loin dans quelle mesure cette thèse est exacte, mais il reste entendu que pour nous, ici, il ne sera question que de l'incidence de la hausse des salaires dans l'économie générale et non de celle des profits même s'ils sont baptisés salaires.

Quels sont donc les effets de l'augmentation de la masse des salaires dans notre économie qui, on le sait, en est encore au stade d'une certaine liberté, mais qui évolue à grands pas sous le vocable d'économie dirigée, vers un totalitarisme très inquiétant pour nous libertaires? Pour répondre à cette question il faut distinguer plusieurs cas.

Le secteur libre:

D'abord le secteur libre, ou à peu près maître de ses mouvements, et dans lequel la conjoncture est favorable et les bilans créditeurs. Là, une hausse des salaires a pour résultat immédiat de faire passer une partie des profits réels ou possibles dans la poche des salariés.

Mais cette baisse des profits ne laisse pas indifférents les responsables des entreprises. Patrons et techniciens vont intervenir, soit pour trouver des moyens de s'opposer aux revendications des salariés, soit pour augmenter les rendements, diminuer les prix de revient par une augmentation de la productivité, c'est-à-dire de la vitesse de production.

Il ne faut pas oublier que le travail humain et le travail des machines sont interchangeable dans une large mesure. C'est dire qu'on peut remplacer l'un par l'autre. Tout dépend du prix de l'argent et de la main-d'œuvre. Plus les salaires ont tendance à s'élever et par ailleurs plus le taux de l'intérêt est bas, plus on remplace le travail humain par des machines. Plus le capital est cher et la main-d'œuvre bon marché, moins rémunérateur est le remplacement de l'homme par la machine. C'est ce qui a fait dire à certains économistes que les revendications de la classe ouvrière étaient à l'origine du progrès technique.

Tout entrepreneur, tout responsable d'une entreprise est amené à faire le calcul suivant au sujet des salaires: s'il existe une machine pouvant faire par exemple le travail de dix ouvriers, et qui, compte tenu des intérêts et amortissements, économise une somme d'argent importante, il achètera la machine et licenciera les dix ouvriers. Dans ce cas, les bénéfices et les profits sont rétablis, et les ouvriers qui restent à l'entreprise conservent leurs salaires augmentés.

Mais voilà: dix ouvriers sont sur le pavé et s'ils trouvent du travail ce sera avec des salaires plus bas, car ils ne pourront être embauchés que dans les secteurs des entreprises en difficultés, dites marginales et dont nous allons nous occuper. Cet exemple montre bien déjà que le machinisme qui en toute logique devrait aboutir à plus de bien-être pour tous manque son but puisqu'il ne favorise qu'une partie des producteurs et divise le monde du travail en créant des catégories de privilégiés, de malchanceux et de chômeurs.

Les secteurs déficitaires:

Dans les secteurs d'activité en difficulté permanente qui souffrent des transformations constantes des techniques de la production, les augmentations de salaires sont difficilement supportées par les entreprises. On sait bien que c'est dans les petites boîtes que l'exploitation de la main-d'œuvre est la plus poussée. Cela s'explique par leur position en porte-à-faux dans la production, sous la menace de la fermeture et de la faillite. Pour résister et se maintenir, il faut qu'elles obtiennent des crédits qui ne font que reculer les fatales échéances. Les secours de l'Etat qui leur sont alloués ou promis sous les formes que l'on connaît bien, ont pour effet de détraquer l'économie et d'aggraver le mal: par exemple les moratoires ou les remises de dettes, les prêts à intérêts très bas ou les taxations des prix à un taux trop élevé en désaccord avec ce qu'ils seraient sur un marché libre; ce qui entraîne des mesures contre la concurrence étrangère: tarifs douaniers prohibitifs, contingents, etc...; ce qui a pour effet de réduire les importations, d'augmenter les prix et par suite de réduire les exportations... On ne veut pas comprendre que certaines formes de production doivent disparaître ou se transformer notamment dans le commerce et l'agriculture. Toutes ces pratiques qui sont monnaie courante, aboutissent à une véritable «*bataille de crabes*». Chacun veut des subventions, des allocations, des passe-droits, etc... Chaque catégorie, chaque groupe a ses représentants au Parlement, dans les ministères, dans les administrations, qui se font les avocats de tous ces intérêts particuliers. Les hommes qui ont en mains nos destinées appellent ça l'économie dirigée. Et un certain nombre, surtout ceux qui sont aux finances, ont même l'audace d'incriminer la hausse des salaires qui n'est qu'une conséquence à retardement logique et très normale de tout ce désordre.

Le secteur nationalisé:

Voyons maintenant face aux salaires le comportement du secteur nationalisé ou fortement contrôlé. Il faut affirmer sans crainte de se tromper que les grands services et les grandes exploitations productrices de ce secteur ne sont en réalité que les grands trusts tout puissants, tant décriés et tant honnis d'autre-fois, les monstres sacrés, comme les appelle l'économiste Edmond Giscard d'Estaing, le père ou l'oncle du ministre actuel, qui soit dit en passant ne les condamnait pas ainsi lorsqu'ils étaient aux mains de ceux de sa classe.

Dans ce secteur, les bilans sont toujours créditeurs ou en équilibre, bien qu'ils soient en constant déficit. L'explication de ce phénomène, qui est un défi aux lois de l'économie, est facilement explicable. Là, les entreprises sont des monopoles. Si, tout compte fait, il y a un déficit, on augmente les prix. Si les consommateurs protestent trop fort, l'Etat comble le déficit par le moyen des impôts et fait payer ainsi par une partie de la population des produits qu'elle ne consomme pas, ou des services dont elle n'use pas. D'autre part, tout le personnel de cet immense secteur nationalisé, depuis les responsables les plus haut placés dans la hiérarchie jusqu'aux manœuvres les plus légers, sont des salariés qui émargent comme tels au budget de chaque entreprise. Aucune force intéressée au fonctionnement propre de l'exploitation ne s'oppose à l'augmentation des profits et des salaires. Cela explique la facilité avec laquelle se déclenchent les mouvements revendicatifs, les grèves surprises ou tournantes. L'insuffisance des salaires de base sert de prétexte aux arrêts de travail. Mais en réalité, ce sont les profits baptisés salaires qui enflent en proportion hiérarchique, qui tirent bénéfice des augmentations en pourcentage, malgré la hausse consécutive du coût de la vie.

D'autre part, avec le système du salaire social, qui fait qu'on ne sait plus où en est et quel est le salaire, on arrive à des situations vraiment cocasses. Ainsi par exemple, une augmentation très justifiée de 10% des salaires minimum, des «*minis*» comme on les appelle aujourd'hui, ne se traduit par aucune augmentation réelle si, avant la hausse, ils se situaient tous au-dessus, des nouveaux minimum, car sauf disposition spéciale, il n'existe pas de rapport fixe entre les salaires minimums et les salaires réels.

Lutte de classe:

Mais il est temps de conclure. Le déterminisme marxiste auquel il est fait allusion au début de cette étude, n'agit pas dans ce dernier cas directement dans l'entreprise; il produit ses effets dans l'économie générale. Ce sont tous les consommateurs, à des degrés divers, qui sont touchés par les augmentations de salaires, et non pas surtout les profiteurs. C'est dans ce sens que l'on peut soutenir la vanité

de la hausse des salaires. Mais il ne s'ensuit pas qu'il soit impossible de rendre cette hausse payante. En voici le moyen: les salariés qui déclenchent un mouvement revendicatif doivent s'opposer à toute satisfaction obtenue par une augmentation des prix. C'est aux dépens des profits que doit être obtenue l'amélioration des salaires. Là est le principe de toute action ouvrière réellement efficace; et c'est une question de force, de lutte de classes; que les travailleurs ne l'oublient pas.

Jean FONTAINE.
